

PROJET

LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE L'INTERNATIONAL

Monsieur Benoît Loutrel

ARCEP

Service Régulation marchés fixes mobiles

7 square Max-Hymans

75730 PARIS CEDEX 15

Paris, le 2 décembre 2005

Monsieur le Directeur,

En réponse à l'appel à commentaires sur la consultation publique relative à l'analyse des marchés pertinents du marché de gros de la terminaison d'accès (TA) SMS sur les réseaux mobiles, nous vous soumettons ci-après notre position, produit des réflexions engagées sur ce sujet au sein de l'ACSEL par l'ensemble des membres concernés, agrégateurs et opérateurs de téléphonie mobile notamment.

En premier lieu, l'analyse du marché exposée dans le document publié par l'ARCEP à l'appui de la consultation comporte une somme d'informations intéressantes sur le marché. Nous avons en particulier relevé les définitions précises des différents acteurs du métier dans lesquels nous nous reconnaissons bien : les métiers d'agrégateur, de distributeur et d'éditeur. Dressant un panorama des acteurs, ce document signale en particulier le rôle important des agrégateurs en tant que facilitateurs de la distribution de services SMS.

Les agrégateurs sont et doivent être identifiés comme un des rouages essentiels de la chaîne de production, de traitement et de revente en gros des SMS, ce qui en fait des interlocuteurs reconnus des autres catégories de partenaires. En ce sens, l'apport de la consultation est très appréciable. Les qualifications juridiques proposées par l'Autorité pourraient toutefois être soumises à discussion.

Néanmoins, sur le principe même de la démarche de l'ARCEP, les avis sont partagés sur l'opportunité de s'engager dans la voie d'une réglementation *ex ante* sur le marché des SMS. Le cadre contractuel des relations entre partenaires techniques et commerciaux devrait, en effet, pour certains, permettre d'assurer par une négociation continue les conditions d'une qualité de service satisfaisante et une protection suffisante du consommateur.

Si l'objectif à l'origine de la démarche de l'Arcep était d'aboutir à une baisse sensible des prix de ces services, *objectif que nous partageons*, il faut néanmoins prendre garde à ce qu'un niveau de prix très bas n'aboutisse pas, d'une part, à la multiplication des sources de diffusion, générant une abondance de messages non désirés (spam), ce qui aurait pour effet d'affecter la croissance du marché en raison des nuisances perçues par le public, et, d'autre part, de réduire excessivement les ressources des acteurs du marché qui ne pourraient plus

PROJET

alors dégager les moyens nécessaires à l'amélioration et au développement de leurs services.

Il y a donc lieu, sur ce point, de veiller à ne pas prendre de mesures dont les effets iraient à l'encontre de l'objectif initial.

Nous espérons que vous serez sensible à notre position et nous tenons à votre disposition pour toute précision.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sincères salutations.

Marie-Christine MERY
Groupe Jet Multimédia